



## Synthèse de l'analyse de classification de la sécurité alimentaire (IPC, oct-2019)

### Haïti : 3,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire urgente

L'augmentation des prix, les troubles socio-économiques et la baisse de la production agricole ont entraîné une aggravation de l'insécurité alimentaire en Haïti en 2019, d'après les dernières données collectées par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) de concert avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) et Concern World Wide.

Suivant une nouvelle analyse basée sur le cadre intégré de classification mondial de la sécurité alimentaire (IPC) coordonnée par la CNSA avec la participation de dix-neuf (19) institutions dont quatre (4) du gouvernement, trois (3) agences des Nations-Unies, trois (3) agences techniques et bailleurs et dix (10) ONG nationales et internationales au cours du mois d'octobre 2019, plus d'une personne sur trois a besoin d'une assistance alimentaire urgente en Haïti, soit environ 3,7 millions de personnes.

Selon le rapport, la situation s'est aggravée dans les zones rurales depuis la dernière analyse conduite en décembre 2018, le taux d'insécurité alimentaire en milieu rural ayant augmenté de 15 % en moins d'un an. Pour la première fois, une analyse IPC a également été réalisée en milieu urbain, celle-ci a révélé que plus de 850,000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire au niveau de l'aire métropolitaine.

Les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire sont le bas Nord-Ouest et les quartiers les plus vulnérables de Cité Soleil. Ces deux zones sont classées en phase 4 (urgence) de l'IPC sur une échelle de 5, ce qui signifie que les familles ont des déficits de consommation alimentaire extrêmes. Au total, on estime que plus d'un million de personnes sont en phase 4 (urgence) de l'IPC à travers le pays. Si rien n'est fait, la situation risque de s'aggraver et de nouvelles zones pourraient être en situation d'urgence en 2020. (Cf : la fiche de communication de l'IPC, octobre 2019).

En outre, à l'exception de certains quartiers des zones urbaines, le reste du pays est classifié en phase 3 (crise) de l'IPC. L'Artibonite, les Nippes, la Grand 'Anse et certains quartiers de Croix des Bouquets présentent des taux d'insécurité alimentaire particulièrement élevés.

L'analyse indique que cette hausse de l'insécurité alimentaire est notamment due à :

- Une hausse des prix des denrées de base de plus de 22 % ;
- La dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain d'environ 24 % en glissement annuel ;
- Aux troubles socio-politiques ;
- La dégradation des conditions de sécurité qui a largement réduit l'accès de la population à la nourriture ;

En outre, dans les zones rurales, le phénomène El Niño a accentué la sécheresse de 2018 qui s'est prolongée jusqu'au premier semestre de 2019 ; cela a engendré une baisse de la production agricole d'environ 12 % par rapport à l'année dernière.

En raison de la sévérité de la situation, des actions urgentes sont requises afin d'apporter un soutien aux familles les plus pauvres et les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Il sera également crucial d'articuler les interventions d'urgence avec des interventions de relèvement afin d'avoir des effets plus durables et structurels sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles. (Cf : la fiche de communication de l'IPC, octobre 2019).

Cette analyse permet de faire le ciblage géographique (communautaire), l'estimation du pourcentage et le nombre de personnes qui ont besoin d'une assistance alimentaire urgente. Pour faire un ciblage systématique des ménages les plus vulnérables, il est recommandé de recourir à la base de données du SIMAST (Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail) réalisée avec l'appui financier de l'USAID et de l'Union européenne.